

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
GÉOGRAPHIE

Sujet :
Enseigner « Les migrations internationales »
en classe de terminale

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A :** Extraits du programme d'histoire-géographie, classe de terminale des séries STMG et ST2S, B.O. n°33 du 13 septembre 2012, et de la fiche Eduscol.
- **Document B :** Manuel d'histoire-géographie, classe de terminale STMG, Vincent Doumerc (dir.), Paris, Magnard, 2017, p. 200-201.
- **Document C :** Manuel d'histoire-géographie, classe de terminale STMG, Jean-Louis Carnat et Eric Godeau (dir.), Paris, Nathan technique, 2013, p. 208-209.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D :** Emmanuelle Bonerandi, « De la mobilité en géographie », *Géoconfluences*, novembre 2004. [En ligne]
- **Document E :** Catherine Wihtol de Wenden répond aux questions de Pascal Boniface à l'occasion de la parution de son ouvrage, *L'immigration : découvrir l'histoire, les évolutions et les tendances des phénomènes migratoires*, www.iris-france.org, le 6 janvier 2017. [En ligne]

Document A : Extraits du programme d'histoire-géographie, classe de terminale des séries STMG et ST2S, B.O. n°33 du 13 septembre 2012, et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme

II - La mondialisation : acteurs, flux et réseaux

B. Sujet d'étude (au choix)	Commentaire
- Les migrations internationales	- Les migrants sont des acteurs clés de la mondialisation. Ils participent au phénomène d'interdépendance des États et des sociétés. Migrations des conflits, de la pauvreté ou stratégies de recherche de meilleures conditions de travail et d'existence, elles font écho aux écarts de richesse, aux guerres, aux besoins de main-d'œuvre spécifiques. Selon les contextes économiques et sociaux, elles interrogent les sociétés et génèrent différents types de réactions des États concernés.

Extraits de la fiche Eduscol

Enjeux civiques et politiques

- Saisir que l'étude des migrations internationales est un sujet à dimension humaine forte.
- Comprendre qu'étudier les migrations, c'est d'abord considérer le parcours de migrants, leurs points communs et leur diversité.
- Appréhender la complexité des mobilités mondiales qui rend caduque la terminologie émigré/immigré et nous oblige à une approche plus fine.
- Analyser l'ambivalence des politiques des États et des discours vis-à-vis des questions migratoires. Nos élèves évoluant dans une société partagée entre mixité et rejet de l'autre doivent acquérir un regard averti sur ces débats de société.
- Percevoir les enjeux politiques et civiques autour des mobilités internationales : quel droit possible à une mobilité universelle ? Quelle citoyenneté pour les migrants ? Comment protéger les migrants du risque d'exploitation par des réseaux illégaux ?

Enjeux scientifiques et didactiques

- Mettre en relation les phénomènes migratoires, la mondialisation et les inégalités de développement pour comprendre l'interdépendance entre les États et les sociétés.
- Aborder les migrations par une approche globale des espaces migratoires transnationaux.
- Appréhender les phénomènes migratoires à différentes échelles pour mieux comprendre le jeu des acteurs et leur impact sur les territoires.

Problématique du sujet d'étude

Comment les migrations participent-elles au phénomène global de mondialisation ?

Quels sont les parcours des migrants au cœur de cette mondialisation ?

Pièges à éviter

- Oublier d'articuler ce sujet d'étude avec la question obligatoire.
- Traiter le sujet uniquement à l'échelle mondiale.
- Réduire les migrations à des flux Sud/Nord.

Document D : Emmanuelle Bonerandi, « De la mobilité en géographie », *Géoconfluences*, novembre 2004. [En ligne]

Si l'on considère l'usage du terme de "mobilité" en géographie, on a affaire à un double sens : celui de processus avéré (qui se traduit en mouvements effectifs, généralement dans un espace de métrique euclidienne) et celui de potentiel, de virtualité non actualisée, qui est ce qui autorise le mouvement réalisé, c'est-à-dire le déplacement.

Quel que soit le sens retenu, il s'agit toujours de mobilités de personnes, individus ou groupes. La mobilité est appréhendée dans le cadre de l'innovation sociale et technique des moyens de communication : de la marche à pied, qui limite l'aire de déplacement, à la voiture et aux moyens de transport rapides, qui l'élargissent considérablement. [...]

Bien évidemment, les travaux sur les migrations internationales font une large part aux mobilités. Il convient tout de même d'introduire une nuance de terminologie : la migration (internationale) correspond à un déplacement de population qui entraîne un changement durable ou définitif du lieu de la résidence habituelle. En cela, elle fait partie des mobilités mais s'en distingue car cette dernière englobe également les déplacements habituels (domicile-travail) ou permanents (le nomadisme, par exemple).

On retiendra ici les apports novateurs dans le deuxième sens du terme affecté à la mobilité, c'est-à-dire la capacité à se déplacer. Les études actuelles sur les migrants internationaux explorent deux concepts : le capital spatial et la circulation migratoire. La circulation migratoire permet de dépasser l'idée que les migrations internationales seraient par nature définitives et se spatialiseraient d'un point A (départ, foyer émetteur) à un point B (arrivée, foyer récepteur), comme ce fut le cas dans le contexte des migrations de main-d'œuvre massive d'origine maghrébine en direction de la France. La réalité des mouvements, des déplacements dans l'espace et dans le temps est aujourd'hui devenue beaucoup plus complexe que ce simple trait. Les géographes de la diaspora ont bien montré l'émergence puis la domination des configurations spatiales circulaires. Emmanuel Ma Mung, spécialiste de la diaspora chinoise, élabore l'idée d'une dispersion géographique d'un corps social considérée comme une ressource spatiale. On considère aujourd'hui de plus en plus les mouvements migratoires dans leur caractère intermittent.

Peut-être plus intéressant pour définir la mobilité, l'approche en termes de potentiel, ou de capital. Reprenant les acquis de Pierre Bourdieu sur le capital social, que l'on peut décliner en capital intellectuel, capital culturel, etc., des géographes, qui se réclament ou non de la géographie sociale, interrogent la capacité des populations pour expliquer la plus ou moins intense mobilité. L'approche est davantage centrée sur l'individu, même si elle n'exclut pas le groupe, notamment dans le cadre des déplacements communautaires ou ethniques. Si les variables économiques, que l'on ne peut ignorer (coût/possibilité), sont prises en considération, ce qui est déjà relativement ancien dans les travaux sur les migrations internationales, ce sont essentiellement les variables que l'on qualifiera rapidement de culturelles qui sont mobilisées, c'est-à-dire les ressorts de l'individu en terme de mémoire (qu'elle soit individuelle, mais plus généralement familiale et/ou collective -l'exemple le plus évident concerne la diaspora-), de mobilisation des acquis actuels ou passés du groupe, l'accès et la maîtrise de l'information, les projets individuels (pourquoi bouger ? est-ce forcément nécessaires d'être mobile pour réussir ?).

Cela implique une formation au déplacement, des connaissances, des savoirs (savoir-faire et savoir-être) et des acquis.

Document E : Catherine Wihtol de Wenden répond aux questions de Pascal Boniface à l'occasion de la parution de son ouvrage, *L'immigration : découvrir l'histoire, les évolutions et les tendances des phénomènes migratoires*, www.iris-france.org, le 6 janvier 2017. [En ligne]

Peut-on fermer les frontières ?

Pour des raisons de dialogue et de sécurité, fermer les frontières serait très dangereux, car, en maintenant enfermées des populations scolarisées, au chômage et sans espoir de partir de pays pauvres et mal gouvernés, nous aurions à nos portes des bombes à retardement. Plus les politiques de fermeture sont dissuasives, plus la transgression des frontières est pratiquée, via notamment des passeurs qui profitent des demandes de passage irrégulier. Il est donc illusoire de vouloir fermer hermétiquement les frontières, à moins de poster un gardien armé tous les 100 mètres, ce qui serait d'ailleurs encore plus coûteux.

Les débats politique et/ou médiatique sur les phénomènes migratoires vous paraissent-ils pertinents ? L'expertise réelle est-elle sollicitée ?

La plupart des décisions concernant les politiques migratoires semblent se fonder davantage sur les résultats de sondages et les prises de position politiques, que sur la consultation des travaux d'expertise et des recherches académiques. Les médias travaillent surtout dans l'urgence des événements et dans le souci d'avoir un taux d'écoute élevé. L'accent est donc mis en priorité sur le sensationnel (banlieues qui brûlent, actes terroristes, flots de migrants arrivant par bateau ou sur la route des Balkans, etc.) La réalité est plus nuancée, mais également plus banale à mettre en scène et ne retient pas l'attention des journalistes. De leur côté, les pouvoirs publics cherchent à mettre en scène leurs politiques pour suggérer l'efficacité de leurs mesures, ce qui ne correspond pas non plus au quotidien des politiques migratoires. La parole des experts pèse peu sur les décisions, car ce sont les résultats d'analyses à long terme alors que les politiques traitent du court terme, en réponse aux attentes d'une opinion publique inquiète et aux discours de certains partis politiques qui entendent bénéficier d'un climat de peur. Il ne s'agit alors pas de mettre en place une "bonne" politique migratoire, correspondant à l'état des savoirs en la matière, mais une politique qui corresponde aux demandes de l'opinion et des résultats des sondages. C'est ce qu'on peut qualifier de "politique d'opinion".

Beaucoup de travaux académiques et d'experts convergent dans leurs conclusions sur la nécessité d'ouvrir davantage les frontières, de renoncer au tout sécuritaire et à la stratégie de dissuasion, de respecter les droits de l'homme, de se soucier des besoins économiques et démographiques des pays d'accueil et de permettre par la mobilité un mieux-être dans les pays d'origine. Les politiques publiques menées coûtent souvent très chers, non seulement en vies humaines (30 000 morts en Méditerranée depuis 2000), mais aussi en coût financier (budgets des instruments de contrôle et de rétention, des reconductions à la frontière, des fonds pour le retour au pays) et sont de peu d'effet, car elles ne correspondent pas aux tendances comportementales observées et aux aspirations des migrants, maîtres du jeu en dépit des politiques menées. Enfin, les pays d'origine sont de plus en plus les interlocuteurs des pays d'immigration et souhaitent poursuivre une politique basée sur des flux migratoires qui leur rapportent des devises (420 milliards de dollars, soit trois fois l'aide publique au développement), limitent le chômage et la contestation sociale. Il faut donc inventer un équilibre mondial qui permette un dialogue sur la question du droit à la mobilité. Dans le domaine des migrations, la posture du savant et celle du politique sont rarement en phase.